



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

1<sup>er</sup> mars 2016

L'Etat affiche sa détermination à faire de la lutte contre les trafics des ressources naturelles, dont les bois de rose, une priorité et ce en renforçant la surveillance des côtes malgaches. La banque mondiale a bien voulu apporter son appui par l'octroi des quatre vedettes rapides. Par ailleurs, l'affaire d'expulsion de l'Institut d'Etudes Politiques de ses locaux par la FJKM défraye la chronique et devient un autre sujet de polémique en raison du passé trouble entre le vice-président de la FJKM et le président de l'IEP.

### Politique

#### **TRAFICS DES RESSOURCES NATURELLES : LE PRESIDENT APPELLE A UNE APPLICATION STRICTE DES LOIS**

*La banque mondiale vient d'octroyer aux autorités malgaches quatre vedettes rapides de patrouille pour renforcer la lutte contre les trafics des ressources naturelles, en particulier les bois précieux. La remise des matériels s'est déroulée hier en présence de la représentante de la banque mondiale et du Président de la République. Ce dernier a saisi l'occasion pour afficher sa volonté de mener une lutte acharnée contre les trafics. Mais il ne peut pas le faire tout seul, il a ainsi fait un appel à toute l'administration, à tous les niveaux d'appliquer rigoureusement et dans un esprit patriotique toutes les lois. « Les lois sont nombreuses mais c'est leur application qui pose problème » reconnaît-il. Les vedettes rapides sont destinées à la surveillance des côtes malgaches. Postées dans les régions Atsinanana, Analanjirofo et Sava, elles seront au front dans la lutte contre les trafics de bois de rose, notamment les cargaisons souvent embarquées clandestinement aux larges des côtes de ces régions (Midi Madagasikara p.2, Les Nouvelles p.2, L'Express de Madagascar p.7, Madagascar Laza p.3, Tia Tanindrazana p.3)*

#### **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES : DES DIPLOMATES SOMMES DE RENTRER AU PAYS EN UN MOIS**

*Des agents consulaires et ambassadeurs se sentent surpris concernant les décisions qui les obligent à rentrer au pays. Ils estiment que le délai d'un mois qu'on leur a accordé est un peu court. Sans parler des différentes procédures auxquelles ils devront faire face. Le problème pour la plupart d'entre eux c'est le manque de temps et les difficultés financières ainsi que l'absence de prise en charge pour le retour au pays. La ministre des affaires étrangères a expliqué que son département a bien respecté le délai imparti pour permettre aux concernés de préparer leur départ. Quant aux problèmes financiers, c'est probablement un retard de procédure émanant du ministère des Finances et du Budget qui est en charge du rapatriement. (Midi Madagasikara p.3, L'Express de Madagascar p.5) La Vérité accuse tout simplement l'Etat de transgresser les lois car il ne respecte le délai de trois mois pour le rapatriement des agents. (p.3)*

#### **BATAILLE JUDICIAIRE ENTRE L'IEP ET LA FJKM POUR UN DIFFEREND COMMERCIAL**

*D'après l'avocat de l'institut, les deux parties ont signé un contrat de location le 10 janvier 2011, un contrat à durée déterminée de huit ans. Il ne devrait s'expirer que le 10 janvier*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



2019. Les clauses de contrat prévoient un préavis de 9 mois et le versement par le FJKM (Eglise de Jésus Christ à Madagascar) d'une indemnité d'éviction en cas de rupture avant terme. Donc « si le bureau central de la FJKM souhaite expulser IEP de cet immeuble, il devrait respecter la procédure légale », souligne Me Radilofe. Apparemment, l'institut n'a reçu aucun avis d'expulsion mais une lettre de rupture de contrat. De son côté, la FJKM a porté l'affaire au Tribunal, l'IEP attendra donc le verdict avant de se prononcer sur la suite de l'affaire. (Les Nouvelles p.2, Midi Madagasikara p.3, La Gazette de la Grande Ile p.7)

- **L'Express de Madagascar** a rappelé le différend qui a opposé Marc Ravalomanana, ancien président de la République, à David Rajaon son ancien ministre de l'Industrie, du commerce et du développement du secteur privé en 2002 et ancien directeur du Fonds d'Intervention pour le Développement en 2006. Le différend s'est terminé par l'emprisonnement de ce dernier, accusé à l'époque de détournement de fonds s'élevant à 6,2 milliards d'ariary. Et pour conclure que la hache de guerre n'a pas été enterrée entre les deux hommes. (p.3) Selon **La Vérité**, cette affaire d'expulsion est un coup bas de Ravalomanana car depuis son retour dans la Grande Ile, il a visiblement décidé de régler ses comptes avec ceux qui ont eu des différends avec lui. (p.3) **Madagascar Matin** rapporte que l'Eglise a procédé ainsi car elle veut y installer un autre établissement supérieur dénommé IPE. (p.2)

## SUCCESSION A LA TETE DE LA FJKM : CONFLIT D'INTERETS ENTRE LE POUVOIR ET RAVALOMANANA

Le processus de succession à la présidence de la FJKM est enclenchée après la « suspension » du pasteur Lala Rasendrasahina et la gestion des affaires courantes par les deux vice-présidents du bureau central. Mais à l'allure où vont les choses, le pasteur ne briguera pas un quatrième mandat, estime **Midi Madagasikara**. L'équipe de Ravalomanana serait donc obligé de trouver un candidat crédible pour assurer sa succession car Ravalomanana veut rester au sein du bureau central en attendant les présidentielles de 2018. S'il est vrai que le pouvoir central a ses mains derrière l'affaire Rasendrasahina à en croire Marc Ravalomanana, il y aura un ou des candidats qui bénéficieraient du soutien d'Iavoloha. (p.2)

## TIM ET MAPAR A L'ANNIVERSAIRE DES SYNDICATS : Y AURA-T-IL UNE RECONCILIATION ENTRE RAJOELINA ET RAVALOMANANA

D'après **l'Observateur**, la rencontre entre les deux camps TIM et MAPAR lors de cet événement n'est pas fortuite. Elle peut revêtir la forme d'une solidarité entre deux partis politiques d'envergure nationale pour l'intérêt commun lié au syndicalisme, malgré la diversité d'opinions. Donc penser à réconcilier les deux partis tels qu'ils étaient déjà côte à côte n'est pas un mal en soi, seulement les réconcilier pour ne plus se lancer des piques, surtout durant la période électorale ou sur des décisions politiques, économiques, sociales, est une déduction hâtive. (p.2)

### Processus électoral

## REGIONALES : LE DECRET DE CONVOCATION DES ELECTEURS EST ATTENDU

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



La CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) devrait attendre le conseil des ministres de demain pour être fixée sur la date exacte des élections. Cela d'autant plus que cette dernière n'a toujours pas été officiellement tenue au courant des prévisions du gouvernement. Comme le Premier ministre a proposé le mois de juin pour la tenue des régionales, il faut respecter le délai de 90 jours pour convoquer les électeurs. Le décret de convocation des électeurs aurait donc dû sortir la semaine dernière ou au plus tard cette semaine. Mais bien que la CENI n'ait aucune force de proposition en ce qui concerne la date, Philibert Hervé Andriamanantsoa a fait savoir que les élections devraient avoir lieu avant la fête nationale pour éviter les débordements. (Les Nouvelles p.3)

## **ALAOIRA MANGORO : LE TIM ACCUSE JEAN LOUIS ROBINSON DE CORRUPTION**

Le parti Tiako i Madagasikara, branche régionale Alaotra Mangoro, va déposer plainte contre Jean Louis Robinson et le Tribunal administratif de Toamasina. Pour cause, le TIM se sent victime d'abus, sa candidate a déjà gagné l'élection six mois plus tôt mais les voix qu'elle a obtenues ont été annulées par le Tribunal. Ce qui a permis à Jean Louis Robinson de remporter la victoire dans la commune rurale d'Ampasikely. Selon **Madagascar Matin**, le TIM veut mener la vie dure à son ancien allié lors des présidentielles car celui-ci a choisi de faire alliance avec Andry Rajoelina. (p.2)

### **Economie et société**

## **VANILLE : LA FILIERE MAL EN POINT**

Les Plateformes nationales de la vanille (PNV) et les groupements d'opérateurs et d'exportateurs de vanille de Madagascar (GEVM) lancent un appel de détresse face à la situation de crise que la filière vanille est en train de traverser. Ces entités tiennent à préciser que si des mesures ne sont pas prises dans les plus brefs délais, cette crise va entraîner l'effondrement de la filière toute entière dans la mesure où huit régions de la Grande Ile, plus de 100 000 producteurs et des milliers d'emplois dépendent de la bonne santé de la filière vanille. Pour les opérateurs économiques, la filière vanille est gravement en péril, et seuls, les producteurs et opérateurs ne pourront la redresser, le rôle de l'Etat et l'exercice de son pouvoir sont donc sollicités sinon d'autres pays producteurs de vanille comme l'Inde ou l'Ouganda vont devancer Madagascar. (Les Nouvelles p.18)

## **CCIA : PROTEGER ET VALORISER LE PATRIMOINE**

Noro Andriamamonjariison succède à Jean Martin Rakotozafy à la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo. Elle s'est engagée à protéger et valoriser le patrimoine de la Chambre, et ce outre la nécessité d'assurer son fonctionnement. Le patrimoine de la CCIA, particulièrement les biens immobiliers, n'est pas des moindres dans la Capitale dans la mesure où elle possède des propriétés qui ont autant de valeur les unes que les autres, pour ne citer que le terrain sur lequel est bâti le Magro Ankorondrano. Pour les dirigeants de la CCIA, la décision de justice concernant ce terrain à Ankorondrano n'est plus remettre en cause. Elle déplore aussi que le loyer du terrain abritant l'immeuble « Trano fitaratra » toujours à Ankorondrano est seulement de 240 millions d'ariary pour une période de 100 ans. La présidente insiste qu'elle va mettre en valeur ces propriétés puisqu'elles

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



constituent les principales sources de recettes de la Chambre. (Les Nouvelles p.18, Midi Madagasikara p.12, La Vérité p.4)

## EHOALA PARK : LES PROJETS INDUSTRIELS TARDENT A SE DESSINER

*On avait beaucoup parlé du premier projet de parcs industriels à Madagascar en 2009, mais il tarde à se dessiner. L'idée est de mettre à la disposition des potentiels promoteurs industriels locaux ou internationaux une zone industrielle de 400 ha. Le projet Ehoala Park fait suite à un partenariat public-privé impliquant d'une part, Rio Tinto QMM et sa filiale Port d'Ehoala SA et d'autre part, l'Agence Portuaire et fluviale de Madagascar (APMF) et le projet Pôles intégrés de croissance. L'Etat malgache, par le biais d'un financement de la Banque mondiale figure parmi les bailleurs de fonds. Cette dernière commence donc à se poser des questions sur le sérieux dans lequel ce projet est mené. (Midi Madagasikara p.11)*

## KIDNAPPING A TOAMASINA :

- **STEPHANIE ROGER LALA SOUS MANDAT DE DEPOT :** *La présumée commanditaire du kidnapping d'Annie et d'Arnaud a été placée sous mandat de dépôt à Arivonimamo après des heures d'interrogatoires au parquet du Tribunal d'Anosy. Elle est impliquée dans plusieurs dossiers qui seront ouverts incessamment : rapt, meurtre, association de malfaiteurs. Selon les Nouvelles, plusieurs points, dont le rôle exact du juge arrêté et la provenance des armes mis à disposition des bandits, doivent être éclaircis. (p.8, Midi Madagasikara p.16)*
- **LE MAGISTRAT INCULPE POUR MEURTRE :** *L'enquête au fond du magistrat inculpé dans cette affaire de kidnapping a démarré à la cour suprême à Anosy et a duré plusieurs heures. Association de malfaiteurs et kidnapping, séquestration, viol et meurtre, sont entre autres les chefs d'inculpation qui pèsent sur lui. Selon l'Express de Madagascar, les accusations contre le prévenu ont été alourdies. Il est probable que l'arrestation de celle qui est considérée comme le cerveau, à Manjakaray, pourrait en être l'explication. (L'Express de Madagascar p.7)*

## TOLIARA : UN ENTREPOT DE STOCKAGE DE PESTICIDES A CONSTRUIRE

*Lutter contre les invasions des criquets par le biais des pesticides, est toujours un combat, mais stocker ces produits dans un lieu sûr en est un autre. La FAO et le Japon ont œuvré ensemble pour la construction d'un magasin de stockage de pesticides et de traitement de fûts vides à Toliara pour éviter leurs effets néfastes sur la santé humaine. Une fois terminé, le magasin aura une capacité de stockage de 112 000 litres de pesticides et sera ainsi le plus grand magasin de pesticides de Madagascar ; il est conforme aux standards internationaux. (L'Express de Madagascar p.12, Madagascar Laza p.6)*

## Coopération internationale

## MADAGASCAR-COMORES : ACCENT SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE

*La visite de la délégation comorienne conduite par son Président de la République, Ikililou Dhoinine, est orientée sur l'économie. Des membres du gouvernement en charge des*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



dossiers économiques figurent, en effet, parmi les membres de la délégation. Outre la rencontre bilatérale entre les deux présidents, l'agenda de la délégation prévoit un « business forum » entre les membres du secteur privé malgache et la délégation au ministère des Affaires étrangères à Anosy. (**Madagascar Matin p.2, Madagascar Laza p.3, La Vérité p.3, L'Observateur p.4**)

## Format de couverture

**Madagascar Matin** a fait un dossier sur le Budget de l'Etat en soulignant dans le titre que l'Etat manque à ses engagements. L'analyse faite par le journal part des raisonnements exposés par la société civile CCOC (Collectif des citoyens et des organisations citoyennes) qui prône que tout citoyen a droit de regard sur le budget de l'Etat et le suivi budgétaire doit lui permettre d'influer sur la politique de l'Etat. L'actuel budget de l'Etat ne reflète pas ses objectifs de développement, la part des secteurs productifs reste faible. En plus, l'Etat ne maintient pas ses engagements internationaux. Le CCOC interpelle donc l'administration pour que le budget soit un instrument de développement pour le pays. (**p.5**)

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**